



Luc de Brabandere

Philosophe d'entreprise, conférencier et auteur⁽¹⁾

■ Dans le capitalisme numérique, nous sommes devenus de l'information. Nous croyons recevoir, mais en réalité nous donnons. Et quand nous achetons, nous sommes également vendus.

se les arrachent pour mieux vous vendre, vous séduire, vous convaincre et surtout pour faire de vous un client captif.

Ce capitalisme des données n'a pas grand-chose à voir avec son modèle précédent. Avant, le moteur de l'économie était la tension entre l'offre et la demande, supposée activer et réguler le marché. Mais aujourd'hui grâce aux portraits robots dont les entreprises disposent, elles peuvent tout nous offrir avant même que nous le demandions!

La confusion qui en suit est totale. Car en nous informant sur Internet nous informons, et en consommant nous produisons. Nous croyons recevoir, en réalité nous donnons et quand nous achetons, nous sommes également vendus!

On dit qu'Internet supprime les intermédiaires. Non, nous court-circuitons les petits intermédiaires qu'on était libre de choisir, pour devenir prisonnier de gros intermédiaires qu'on ne choisit pas. Avec Internet, les petits hôtels deviennent certes tout à coup visibles par des millions de touristes, mais ce ne sont plus les propriétaires qui décident de leurs tarifs. À laisser faire, le petit hôtel sera tout le temps rempli, mais ne gagnera plus d'argent!

Pour un capitalisme sobre

Différentes expressions sont utilisées pour parler des déformations néfastes du système.

Suivant l'angle choisi, on parle de **capitalisme linguistique**. Les mots – en devenant “mot-clé” – deviennent l'objet de vente aux enchères. Avant, le luthier vendait des violons. Aujourd'hui, il devrait d'abord acheter à Google le mot “violon”.

Capitalisme du doute. Que font les lobbys industriels? Quel est finalement leur métier? En un mot, leur produit c'est le doute. Ce qu'ils vendent, c'est leur capacité à déstabiliser le législateur en décrédibilisant la science.

Capitalisme de la surveillance.

Ce qui a de la valeur c'est la capacité d'espionner. Internet y joue le rôle de cheval de Troie ou de miroir sans tain.

Capitalisme de casino. Le bitcoin et maintenant la libra ne sont pas des monnaies, puisqu'il n'y a pas de politique monétaire.

Capitalisme de l'attention ou de l'addiction. Certaines applications sont pensées pour générer une distraction permanente et compulsive, pour connecter les gens en les déconnectant d'eux-mêmes.

Depuis une trentaine d'années, la prise de contrôle par les financiers a causé une première déviation de l'économie avec des conséquences néfastes sur l'équité et l'écologie.

Internet est l'occasion d'un second dérapage, plus violent encore. La “main invisible” semble être devenue celle d'un robot. Mais ce serait plutôt celle d'un robot tueur dont l'intelligence artificielle ne lui permet pas de comprendre qu'il va se tuer lui-même.

Tout cela n'est pas bon, et il nous faut remettre le capitalisme au milieu du village mondial. Il nous faut inventer un “capitalisme.com” sobre et juste avant que la seconde partie du monde ne soit connectée. Il en va de la liberté d'entreprendre, il en va de notre liberté tout court.

→ *Dernier livre publié: “Petite philosophie de la transformation digitale”, Éditions Manitoba*

→ *Auteur avec Anne Mikolajczak de “Les philosophes dans le métro”, deuxième édition, qui sort de presse le 15 septembre.*

→ *Luc de Brabandere sera en conférence le 10 octobre prochain dans les locaux de “La Libre” sur le thème: “Les trois défis d'Internet: comprendre, inventer et décider”. Infos: <https://ipmevent.be/evenements/conference-les-trois-defis-dinternet-comprendre-inventer-et-decider/>*

OPINION

Droit à l'avortement: le combat continue, restons vigilantes!

■ Pour le PS, quatre personnalités répondent à la chronique de Charles Delhez publiée le 30 août, et intitulée “Ne banalisez pas le drame de l'avortement!”.

Caroline Désir,
Karine Lalieux,
Christie Morreale,
Éliane Tillieux

Aucun droit n'est jamais acquis. Même un droit aussi fondamental que celui de disposer librement de son corps peut être remis en question en 2019! Et pas seulement en Pologne ou en Alabama, chez nous aussi.

La chronique de Charles Delhez “De grâce! Ne banalisez pas le drame de l'avortement!” qui nous accuse, nous socialistes, de mener un mauvais combat pour l'IVG en est une illustration.

Il y déplore que l'avortement soit devenu un plan B, un mode de contraception, une option parmi d'autres pour les jeunes, et non plus un “problème de conscience”. À le lire, vouloir dépénaliser l'IVG, allonger le délai pendant lequel il peut être effectué, réduire le délai de réflexion de la femme, comme le prévoit la proposition socialiste, ne contribuerait pas à renforcer la liberté de la femme à disposer de son corps mais reviendrait à faire d'un “échec” un droit!

Réduire l'IVG à un échec, c'est retirer aux femmes le droit d'opérer leurs propres choix de vie. Et plutôt que de nous reprocher un mauvais combat, il serait plus direct de dire qu'on veut supprimer le droit à l'avortement. Quitte à faire fi de la réalité qui montre qu'une grossesse sur cinq dans le monde est interrompue volontairement.

C'est cette même logique de paravent qui prévaut lorsqu'il nous est conseillé d'agir en amont, par l'éducation à l'affectivité et à la sexualité pour “éviter des amours peu matures, ludiques et sans maîtrise”. Nous laissons à l'auteur le choix du ton paternaliste et de la conception culpabilisante de la sexualité. Mais nous lui rappelons que nous, socialistes, avons rendu la pilule gratuite pour toutes les filles jusqu'à 18 ans et avons permis d'étendre la mesure, l'année dernière, jusqu'à 25 ans. Nous avons aussi rendu la pilule du lendemain gratuite pour toutes les femmes quel que soit leur âge. Nous, socialistes, nous sommes battus pour l'introduction des cours d'éducation sexuelle à l'école, notamment via le projet Evras.

L'IVG est rarement un plan B ou un moyen de contraception, c'est bien souvent l'unique solution qui s'offre à une femme qui se retrouve enceinte alors qu'elle ne l'avait pas voulu.

Notre proposition veut notamment inscrire l'avortement dans une loi santé, le permettre jusqu'à 18 semaines, réduire le délai de réflexion d'une semaine à 48h. Protéger et améliorer le droit à l'IVG est un combat nécessaire. Et tant mieux s'il peut rencontrer la “clameur populaire”, s'il peut recueillir le soutien de larges pans de la société. Parce que protéger et améliorer le droit à l'avortement, c'est protéger les droits des femmes et leur liberté, leur permettre de s'émanciper et poser les conditions d'une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

Ce combat est largement soutenu chez nous: près de 75% des Belges soutiennent la dépénalisation de l'IVG, toutes les fédérations de planning familial, les recteurs de Mons, de l'ULB, de la VUB, de Gand, de Liège, des médecins de toutes les universités, y compris l'UCL et la KUL, le Centre d'action laïque, Amnesty international, la Ligue des familles, la FGTB, la CSC, la Ligue des droits de l'homme, Vie Féminine, Touche Pas à ma Pote, le MOC, les Femmes prévoyantes socialistes, etc., ont appelé à légaliser réellement l'IVG et à revoir les conditions dans lesquelles elle peut être réalisée.

En Iowa, l'avortement est interdit dès que les battements de cœur peuvent être identifiés, c'est-à-dire à 6 semaines. En Hongrie, en Pologne, les conservateurs soutenus par l'Église ne pensent pas la femme comme individu mais comme pilier de la famille. À Malte, l'IVG est interdite.

Le combat pour l'égalité et l'émancipation des femmes est toujours d'une actualité criante. Simone de Beauvoir l'avait dit: n'oublions jamais qu'il “suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis”.